

études
rurales

Études rurales

159-160 | 2001
Exclusions

Réformes agraires et tensions ethniques en Europe centrale et orientale

Christian Giordano



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/77>
DOI : 10.4000/etudesrurales.77
ISSN : 1777-537X

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2001
Pagination : 205-228

Référence électronique

Christian Giordano, « Réformes agraires et tensions ethniques en Europe centrale et orientale », *Études rurales* [En ligne], 159-160 | 2001, mis en ligne le 09 mars 2006, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/77> ; DOI : 10.4000/etudesrurales.77

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

© Tous droits réservés

Réformes agraires et tensions ethniques en Europe centrale et orientale

Christian Giordano

- 1 DANS TOUTE L'EUROPE, occidentale et orientale, l'opinion largement répandue demeure que la conjugaison spécifique entre territoire, langue maternelle, religion et citoyenneté et/ou nationalité constitue le patrimoine immuable et intangible des identités individuelles et collectives [Conte 1995 : 53]. Le concept de *Staatsnation* et ses diverses réalisations pratiques que l'on retrouve presque sans exception dans tout le vieux continent ne sont, en réalité, que les revers politico-institutionnels de cette pensée qui s'insinue jusque dans les sphères les plus banales de la vie quotidienne. L'idée de *Staatsnation*, terme allemand mais d'origine française, comme l'a montré Stéphane Pierré-Caps [1995 : 56], se fonde en fait sur la doctrine selon laquelle chaque « nation » doit avoir un État qui lui est propre et chaque État doit n'être composé que d'une seule « nation » [Altermatt 1996 : 53]. Cette formule a déterminé toute l'histoire européenne depuis le début du XIX^e siècle.

Le mythe de la « pureté »

- 2 En termes de territoire, ce mot porteur d'événements si tragiques peut aussi s'exprimer de la façon suivante : chaque nation a droit à son propre sol et ce dernier est le monopole d'une seule nation. Il ne faut donc pas s'étonner si les deux derniers siècles ont été marqués, surtout en Europe centrale et orientale où le principe de la *Staatsnation* n'a pu s'appliquer que bien après l'Europe occidentale, c'est-à-dire après la chute des *Vielvölkerstaaten* impériaux, par l'effort permanent pour homogénéiser ethniquement et culturellement chacun des territoires nationaux. Ces processus de « recomposition ethnoculturelle » ayant pour but de rendre les États nationaux « ethniquement purs » se sont concrétisés par une épouvantable série de révision, des frontières, assimilations forcées, expulsions, immigrations prévues et planifiées, déportations, purifications et guerres ethniques, génocides, restaurations et sécessions, série qui, aujourd'hui encore, est loin d'être achevée. Les détracteurs nazis de l'« ethnicité flottante » [Conte 1995 : 54], les défenseurs enthousiastes de l'« État jardinier » hitlérien [Bauman 1996 : 43 sq.] et les

« techniciens » du « nettoyage ethnique » dans les Balkans [Grmek, Gjidara et Šimac, eds. 1993] ont en commun, abstraction faite des divers moyens mis en œuvre, un dessein analogue, à savoir l'élimination de toute « altérité ethnoculturelle » au sein de l'entité étatique dans laquelle ils vivent et agissent.

- 3 Il est vrai que les phénomènes qui viennent d'être évoqués font référence, pour une grande part, à l'Europe centrale et orientale, mais il serait faux de croire que l'Europe occidentale n'a pas connu pareils sursauts d'homogénéisation. Par la « très longue durée », on assiste à une accélération qui va de la croisade des Albigeois (1208-1244) à la Nuit de la Saint-Barthélemy (1572) et de la chasse aux marranes et aux maures du Portugal et d'Espagne (1492) aux diverses guerres de religion qui ont ensanglanté l'Europe occidentale de la Réforme et Contre-Réforme (xv^e et xvi^e siècles) avec des tentations purificatrices qui, a posteriori, se révélèrent essentielles à la lente construction des futures *Staatsnationen* de cette partie du Vieux Continent. Il est probablement anachronique de parler, dans ces cas précis, de « purification ethnoculturelle » planifiée, mais, sans tomber dans les pièges du mécanisme évolutionniste, il convient peut-être, dans ce contexte, de parler de « décalage historique » plutôt que d'une prétendue différence de substance entre l'Europe occidentale et l'Europe orientale.
- 4 Si l'on cherche à diviser en périodes les divers processus de séparation ethnique dans lesquels furent impliquées presque toutes les *Staatsnationen* d'Europe centrale et orientale durant ces deux derniers siècles, on peut grosso modo distinguer quatre vagues dont la virulence se répercutera lourdement sur l'aménagement politique de l'ensemble du continent.
- 5 La première toucha surtout les Balkans, juste après la création des premiers États nationaux au xix^e siècle. De larges contingents de populations d'origine turque ou simplement de religion musulmane furent contraints de quitter la région. Il est vrai que les Turcs, en tant qu'administrateurs et fonctionnaires de l'empire ottoman, représentaient l'occupant honni, mais il ne faut pas oublier que l'expulsion concerna aussi ceux qui appartenaient à des couches sociales n'ayant pas grand-chose à voir avec la classe dominante. C'est seulement au cours de la grande crise d'Orient qui conduisit à la guerre russo-turque que furent rapatriées, entre 1875 et 1878, 1 million et demi de personnes, en grande partie d'origine turque [Sundhaussen 1997 : 87]. Pour l'époque et pour la région, ce fut un mouvement de population d'une ampleur remarquable.
- 6 La deuxième phase virulente s'étendit de 1913 à 1925. Celle-ci se caractérisa par le transfert forcé, mais en même temps reconnu et avalisé par la communauté internationale, de groupes entiers de minorités ethniques. Dans le langage diplomatique d'alors on parlait par euphémisme d'« échange de populations ». Quelques exemples illustrent les stratégies d'« homogénéisation » par le biais de la séparation ethnique. D'importants contingents d'Albanais du Kosovo de Macédoine occidentale furent transférés en Turquie au terme des guerres balkaniques (10 août 1913), en raison surtout de leur appartenance religieuse. Après la création du royaume de Serbie, Croatie et Slovénie, ceux-ci se virent à leur tour remplacés par des populations serbes, monténégrines, croates et slovènes destinées à « reslavisier » la région. De façon plus dramatique encore se produisit ledit échange de populations entre la Grèce et la Turquie, sanctionné par le traité de Lausanne de 1923 qui reconnaissait toute une série d'expulsions réciproques et de migrations précipitées dues à la catastrophe militaire grecque durant la téméraire campagne d'Asie mineure. Après cette terrible défaite, la Grèce fut inondée de réfugiés venus des côtes d'Anatolie occidentale auxquels il faut

ajouter les Grecs (ainsi que les Arméniens) de la mer Noire et du Caucase, qui, depuis 1917, fuyaient les répressions du nouveau régime bolchévique. Un pays de 4,5 millions d'habitants se trouva ainsi confronté à l'arrivée de 1,3 million de réfugiés. Simultanément, l'échange de populations prévoyait le départ des citoyens de religion musulmane, pour la plupart turcs mais également albanais.

- 7 La troisième vague d'« homogénéisation ethnique » a trait à la décennie 1940-1950, principalement marquée par la politique nationale-socialiste d'anéantissement, de transfert et d'expulsion de groupes ethniques entiers ou de ceux considérés comme tels, et par les déportations et les purges stalinienne. Parallèlement à l'holocauste des prétendues minorités transnationales [Kende 1992], à savoir les Juifs et les Roms, nous assistons dans toute l'Europe centrale et orientale à d'imposants mouvements de populations qui changèrent de façon notable la carte ethnique de cette partie du continent : 11,5 millions d'Allemands furent expulsés des « provinces orientales » tandis que 3 millions de Polonais, dont 2 millions venaient des régions attribuées à l'Union soviétique à la fin de la Seconde Guerre mondiale, s'établissaient en Silésie et dans la partie méridionale de la Prusse orientale. La Pologne se transforma ainsi en un pays presque monoethnique tout à fait conforme à l'idéal de la *Staatsnation*. Dans l'immédiat après-guerre, ce sont les traités entre la Tchécoslovaquie et la Hongrie et entre cette dernière et la Yougoslavie, qui, à leur tour, envisagèrent des échanges de populations réciproques. Enfin, Staline consolida ses « conquêtes » de la partie occidentale de l'Union soviétique grâce à une politique de « mobilité planifiée » et souvent forcée. Cela signifiait d'un côté la déportation en Sibérie ou en Asie centrale de populations considérées comme « complices de l'ennemi », par conséquent « traîtres à la grande guerre patriotique » (Lettons, Lituanais, Estoniens, etc.) et, de l'autre, leur remplacement par des immigrants plus « fidélisables », en grande partie d'origine slave, tels les Russes, Biélorusses et Ukrainiens [Conte et Giordano 1995 : 28 sq.].
- 8 La quatrième phase virulente, que l'on peut qualifier de « retour de l'État national », est la vague des séparations ethniques qui ravagèrent l'Europe centrale et orientale ces quinze dernières années. Elle commence véritablement dans la Bulgarie socialiste avec ce que l'on appelle la « réponse à la question des nationalités », donc, concrètement, avec l'expulsion puis l'assimilation forcée des « turques ethniques » dans la seconde moitié des années quatre-vingt. Elle se poursuit par la dissolution de trois pays (Yougoslavie, Union soviétique et Tchécoslovaquie) construits après la Première Guerre mondiale suivant une « logique » multi-ethnique et plurinationale. De ce processus émergèrent d'anciens et de nouveaux États, tous fondés sur le principe de la *Staatsnation*. La guerre en Bosnie se trouva alors en parfaite syntonie avec cette « logique de l'homogénéisation », tragique mais séculaire. Étant donné les antécédents historiques, il eût été surprenant qu'elle n'éclatât pas, dans la mesure où les accords de Dayton, malgré les évidentes différences de forme, ne sont autres qu'une réédition du traité de Lausanne (1923) qui dissimule un projet de « recomposition ethnique ». Actuellement, avec l'explosion du conflit kosovar, la catastrophe humanitaire a le goût amer d'un déjà vu qui se déroule selon l'habituel scénario de l'homogénéisation ethnique. On peut même, les diverses modalités politiques mises à part, aller jusqu'à imaginer le scénario final, à savoir la séparation ethnoterritoriale entre Serbes et Albanais. Mais ne rêvons pas, d'autres conflits sont au programme. De fait, à quand la séparation entre le Monténégro et la Serbie et la purification ethnique dans le Sandjak de Novi Pazar ? On est loin de voir la fin de la « conjoncture » séculaire !

Réformes agraires et « recomposition ethnique »

- 9 Sommaire, on sait qu'une réforme agraire implique la redéfinition des titres de propriété foncière au moyen d'une législation de l'État.
- 10 La gestion du territoire et, par conséquent, la définition du régime foncier sont des exercices substantiels que presque tous les États nationaux revendiquent depuis leur formation. C'est pourquoi l'instrument législatif de la réforme agraire est le pivot de toute politique territoriale qui cherche à renforcer la cohésion et l'unité nationales. L'héritage historique spécifique des États nationaux d'Europe centrale et orientale issus de la dissolution tardive des empires multi-ethniques a fait que, à quelques exceptions près (la Hongrie qui ne connut aucune réforme agraire jusqu'à l'avènement du socialisme), on s'est tourné, du moins sur le papier, vers un type de réforme foncière qui bouleverse fortement le système de domination en vigueur.
- 11 Quelques exemples illustrent le pourquoi de cette orientation législative. Après la reconquête de leur indépendance, la Pologne et la Roumanie du Vieux Royaume furent confrontées à de puissants propriétaires terriens « autochtones » à caractère féodal ou patrimonialiste – la « noblesse » et les « boyards » – qui, outre leurs privilèges politiques, possédaient des fortunes économiques considérables bâties sur le système du « second servage ». D'autre part, les pays baltes durent constater que la terre était, au contraire, monopolisée par un petit nombre de familles de seigneurs féodaux « étrangers », d'origine surtout germanique ou polonaise. Enfin, l'Europe balkanique, tout juste libérée du joug turc, se consacra au démantèlement des structures socio-économiques et politico-administratives à caractère patrimonialiste, vestiges de l'empire ottoman, lesquelles garantissaient aux fonctionnaires d'État l'usufruit ou l'appropriation d'immenses propriétés foncières.
- 12 En résumé, les réformes agraires de ces États nationaux parvenus tardivement à l'indépendance poursuivaient donc, à l'époque précédant le socialisme, les objectifs suivants :
- 13 • Mettre en pratique un « acte de justice » révisant le régime des latifundia en vue de distribuer « la terre à celui qui la travaille ». Les réformes foncières proposaient d'apporter une solution à la « question sociale » qui, en Europe centrale et orientale, comme dans bien d'autres sociétés de l'époque, revêtait le caractère de « question agraire » en vertu de la réalité socio-économique.
- 14 • Poser les bases économiques nécessaires à la naissance ou à l'élargissement d'une « classe moyenne » rurale ou « cinquième état » de paysans aisés en mesure de moderniser rapidement l'agriculture qui, à l'époque, était considérée comme le présumé nécessaire au succès de la politique d'industrialisation.
- 15 • Homogénéiser de façon ethnique le territoire de l'État en nationalisant la propriété foncière ou en la distribuant à la manière du privé et en l'attribuant de préférence à ceux qui, seuls, font partie de la « nation titulaire ». Ce dernier objectif, qui n'est généralement pas officiellement déclaré dans les programmes de redistribution foncière, devient, comme dans nombre de sociétés post-coloniales soumises à des flux de nationalisme féroce (Kenya, Pakistan, Zimbabwe, etc.), le noyau central de l'action réformatrice [Warriner 1969 : 11 sq.].
- 16 Pour ce qui concerne l'Europe centrale et orientale, l'exigence d'une réforme agraire naît dans un premier temps de la nécessité de résoudre la question sociale. Endettement et appauvrissement des masses paysannes, usure, surpopulation et chômage, émigration,

pulvérisation de la petite et moyenne propriété, persistance des latifundia déterminent depuis le début du siècle des conditions de vie toujours plus précaires dans les régions rurales d'Europe centrale et orientale. Et, venant aggraver cette situation déjà très critique, l'industrialisation beaucoup trop lente se révèle incapable d'absorber le surplus de main-d'œuvre agricole. Ce à quoi il faut ajouter, pour la période de l'entre-deux-guerres, la conjoncture internationale défavorable qui pénalise surtout les prix et les exportations de produits agricoles.

- 17 Ces facteurs économiques engendrent dans presque tous les États d'Europe centrale et orientale une atmosphère de tension sociale qui, souvent, débouchera sur des révoltes sanglantes, comme les célèbres soulèvements des paysans roumains au printemps de 1907 [Castellan 1994 : 51 sq.]. Cette situation de rébellion endémique, renforcée par des événements d'une grande portée historique, telle la révolution russe qui évoque chez les grands propriétaires le spectre de la « bolchévisation » de l'est de l'Europe, montre, même aux classes les plus conservatrices, qu'il est de plus en plus nécessaire d'initier une réforme agraire à même d'apaiser les frictions, les protestations et les conflits grâce à une redistribution foncière. Ce n'est donc pas un hasard si les grandes réformes agraires à coloration libérale furent mises en œuvre justement entre les deux guerres mondiales. « Rendre plus équitable » la répartition de la propriété et « moderniser » l'agriculture semblent être les deux préalables à cette démarche réformatrice. Et c'est précisément pour ces raisons que certains observateurs et experts d'Europe occidentale se satisfont de tels projets destinés à opérer de profondes mutations socio-économiques dans les campagnes reculées de la partie centre-orientale du Vieux Continent [Ancel 1930 ; Mirkovitch 1934].
- 18 Toutefois, sous l'influence des nationalismes grandissants, cette orientation changera rapidement et l'ethnisation de la distribution foncière deviendra la caractéristique principale de nombreuses réformes agraires dans la région. Elles se transformeront ainsi en mesures législatives de plus en plus politiques et de moins en moins socio-économiques, visant à modifier la composition ethnique de régions historiquement mixtes situées près de frontières controversées, mouvantes et instables. Dans cette optique géopolitique et en vertu des processus d'homogénéisation et de recomposition ethnique qu'elles induisent, les réformes foncières sont de plus en plus perçues comme un antidote important à la « géométrie variable » des territoires nationaux qui, depuis toujours, affectait les États d'Europe centrale et orientale.
- 19 Trois exemples illustrent de façon éclairante l'ethnisation des réformes agraires dans la partie centre-orientale du Vieux Continent.
Pologne
- 20 À la fin de la Première Guerre mondiale, la Pologne reconquiert sa propre unité nationale après quelque cent cinquante années de domination étrangère. La partition du pays entre l'Autriche, la Prusse et la Russie dans la seconde moitié du XVIII^e siècle avait donné lieu à des régimes fonciers très divers et qui allaient du minifundisme le plus extrême, comme en Galicie (Pologne sud-orientale), au latifundisme le plus ostentatoire, comme en Podolie, Volynie, etc. (territoires orientaux alors à la limite de l'Union soviétique). De l'époque précédente, l'État polonais recomposé héritait ainsi d'une « question agraire » [Giordano 1988 : 183] qui portait essentiellement sur deux termes, à savoir la pulvérisation de la petite propriété paysanne et la concentration de la terre entre les mains de quelques familles aristocratiques. L'indépendance si convoitée imposait donc

qu'il y eût aussi une réforme agraire qui garantisse une plus juste répartition de la ressource majeure du pays, c'est-à-dire la terre.

- 21 L'un des premiers devoirs des gouvernants de la toute nouvelle Pologne fut donc de lancer une réforme agraire aussi vite que possible. Les premières mesures en ce sens furent prises dans les années vingt, lorsque fut approuvée une loi (amendée en 1925) qui proposait, comme l'énonce le premier paragraphe, de créer des exploitations agricoles fortes, saines et productives, appartenant à titre privé à leurs propriétaires. Cette formule prévoyait la naissance d'une solide classe moyenne de paysans en remplacement de la désastreuse structure sociale héritée du passé et qui se résumait au binôme latifundisme-minifundisme. En vertu de cette loi de la réforme agraire, les propriétés excédant 180 hectares (réduites à 60 ha pour les zones industrielles et augmentées à 300 ha pour les grandes plaines orientales) auraient dû être l'objet d'expropriation et être redistribuées aux agriculteurs sans terre ou avec trop peu de terres [*ibid.* : 184]. Il ne faut pas oublier qu'en 1921 la Pologne comptait environ 4 millions de travailleurs agricoles sans terre et que 65 % des petits propriétaires possédaient moins de 5 hectares, ce qui, selon les experts de l'époque, correspondait à une quantité de terre inférieure au minimum nécessaire à l'entretien d'une famille [Conte 1995 : 67].
- 22 Sans entrer dans les détails, ajoutons que la réforme agraire polonaise, malgré son indéniable ampleur, n'atteindra jamais le but pour lequel on l'avait initiée, à savoir apporter une solution à la « question agraire » comprise comme « problème social ». Le fléau du minifundisme se verra partiellement atténué mais jamais vaincu, alors qu'à travers l'expropriation et la liquidation des terres les moins fertiles, le latifundisme sera réorganisé et consolidé. Déjà en 1928, un expert polonais notait que la réforme agraire devait être considérée comme une pure « stratégie d'apaisement » envisagée pour éviter d'alarmer les grands propriétaires et calmer la séculaire insatisfaction des campagnes [Lifszyk 1928]. C'est pourquoi, dans un premier temps, elle fut une mesure démagogique destinée à détourner les paysans des tentations de rébellion, pour ne pas dire révolutionnaires, insufflées par la toute proche Union soviétique [*ibid.*].
- 23 Pourtant, Max Sering, spécialiste émérite allemand des mutations dans les campagnes d'Europe centrale et orientale, faisait remarquer en 1930 un autre phénomène inquiétant. Il soulignait que la réforme agraire polonaise s'était progressivement transformée en un puissant instrument de discrimination des « minorités nationales ». Selon cet auteur, d'un côté on favorisait l'expropriation de terres appartenant aux latifundistes d'origine étrangère, tels les Junker allemands détenteurs de grandes propriétés dans ces territoires qui, après cent cinquante ans sous domination prussienne, avaient été rendus à l'État polonais reconstitué, au lendemain de la Première Guerre mondiale. De l'autre, on tendait à exclure de la distribution de la terre ceux qui, bien qu'ils pussent bénéficier de la réforme agraire pour des raisons socio-économiques, étaient « étrangers » ou « ethniquement étrangers ». De cette façon, on promouvait la création d'une propriété terrienne petite et moyenne où prévalait l'élément national, donc la population d'origine polonaise [Sering 1930].
- 24 Sering omet toutefois le fait non négligeable que, à l'époque de Guillaume II, le « chancelier de fer » Otto von Bismarck, que Max Weber nommait avec admiration et à dessein « le dernier et le plus grand des Junker » [1988 : 19], avait entrepris une énergique campagne de « défense de la germanité » dans ce qui était alors les territoires orientaux de l'empire prussien auquel, par un hasard étrange, ils ne s'étaient, pour la plupart, joints qu'après la partition de la Pologne. Cette politique ardemment soutenue

jusque par Weber dans sa désormais célèbre leçon inaugurale « *Der Nationalstaat und die Volkswirtschaftspolitik* » de mai 1895 [ibid.] impliquait non seulement une « germanisation » au niveau scolaire et administratif, mais encourageait avant tout la population allemande à acquérir les terres des paysans polonais qui pensaient émigrer. Dans cette intention, une loi promulguée en 1886 institua une commission préposée à la colonisation rurale, dotée de 100 millions de marks et qui devait en premier lieu soutenir l'appropriation de terre par les agriculteurs d'origine allemande dans les territoires obtenus lors de la partition de la Pologne [Gałaj 1974 : 318 sq.].

- 25 L'utilisation de la réforme agraire à des fins nationalistes ou plutôt en vue de renverser les équilibres interethniques entre population allemande et population polonaise en faveur de cette dernière peut donc être interprétée comme n'étant pas une simple mesure de discrimination envers une minorité nationale. Dans l'optique polonaise, elle est aussi et surtout une riposte aux torts subis à cause de la politique de germanisation et d'établissement rural promue par le chancelier de fer. Même si l'argumentation de Sering peut, en connaissance de cause, être suspecte de partialité, elle met à nu des problèmes réels qui, jusqu'à ce qu'éclate la Deuxième Guerre mondiale, étaient particulièrement brûlants, notamment dans lesdits territoires orientaux, à savoir ces régions qui, pour une large part, furent attribuées à la Pologne après sa victoire militaire sur l'Union soviétique, sanctionnée par la paix de Riga (1921). Il est notoire qu'aux frontières orientales de la Pologne coexistaient depuis des siècles des populations très différentes les unes des autres par la langue, la culture et l'appartenance religieuse : Litوانيens catholiques, Biélorusses orthodoxes, Tartares musulmans, Juifs, Roms, etc. Mais la présence la plus significative, outre les Polonais eux-mêmes, était sans doute celle des six millions d'Ukrainiens. On sait également que, entre les deux guerres mondiales, il régnait en Pologne un sentiment de méfiance et de mépris à l'encontre de ces populations considérées comme « inférieures », « ignorantes », « peu civilisées », etc. Ce n'est donc pas un hasard si, à cette époque, la Pologne était le « mouton noir » pour ce qui est du respect des droits des minorités. En effet, entre 1920 et 1931, l'État polonais était largement en première position en ce qui concerne les pétitions liées à la violation des accords de protection des minorités (le fameux *Minderheitenschutz*) reconnus par la Société des Nations à laquelle il était échu de veiller à la réelle application des traités conclus à la fin de la Première Guerre mondiale.
- 26 C'est dans cette atmosphère de nationalisme exacerbé que fut mise en œuvre la réforme agraire. Néanmoins, le nationalisme polonais était alors plutôt un phénomène urbain, diffusé essentiellement parmi les élites du pays, soit parmi les intellectuels et l'aristocratie terrienne – la *Szlachta* (noblesse). Dans les campagnes – et cela vaut de façon particulière pour les territoires orientaux – l'idée d'appartenir à un « groupe ethnique » spécifique ou à une « nation » ne s'était pas encore véritablement imposée. L'habitant commun des confins de la Pologne et de l'Ukraine était généralement indifférent à la rhétorique de la « supériorité nationale » utilisée par les classes socialement plus élevées. Pour les citoyens de Galicie, Polésie et Volynie, il s'agissait là de « polémiques d'aristocrates » [Conte 1995 : 54], et ils se définissaient comme « les gens d'ici » sans faire allusion aux catégories ethniques. Quand, vers 1930, on demanda à une paysanne de Polésie quelle langue elle parlait, elle répondit sans hésiter : « Nous ici, nous parlons [...] à la manière d'ici », faisant allusion à une forme dialectale à mi-chemin du biélorusse et de l'ukrainien, farcie d'expressions russes et polonaises [ibid. : 55]. Le

polonais, en revanche, est la « langue des seigneurs » qui confère à celui qui la parle moins une identité nationale qu'une appartenance à une classe ou à une couche sociale.

- 27 Au sein de la population rurale des territoires orientaux perdurait jusqu'alors une pratique parfaitement éprouvée de bilinguisme, pour ne pas dire trilinguisme, et d'hybridation linguistique qui convenait mal à l'édification de frontières ethniques très définies et très rigides. Ce qui faisait dire à Jozef Chałasiński, célèbre sociologue rural polonais et grand connaisseur de Pologne, que, dans la vie quotidienne, le paysan polonais était plus proche du paysan ukrainien que de l'intellectuel de Varsovie ou de Cracovie [1938 : II, 145].
- 28 Dans cet article il n'est pas souhaitable de chercher quand et comment dans les campagnes de Pologne orientale ont commencé à circuler et fonctionner les « discours ethniques ». C'est pourquoi on se contentera de reprendre l'hypothèse, plausible, d'Édouard Conte, selon laquelle ce sont les pratiques religieuses et liturgiques spécifiques des catholiques romains, orthodoxes et uniates (gréco-catholiques), qui se révèlent être les piliers identitaires et les indicateurs culturels grâce auxquels on peut situer les individus, fixer leurs appartenances et, en définitive, percevoir leurs différences ethniques ou nationales [1995 : 56]. Il semble que l'« ethnicité » se soit en l'occurrence construite dans ou autour des églises de village.
- 29 La réforme agraire polonaise ne peut ainsi être retenue comme origine des processus d'ethnisation qui, entre les deux guerres, caractérisent les campagnes situées aux confins orientaux de ce pays. Elle permettra toutefois que se précisent et se creusent les frontières ethniques, rendant toujours plus problématiques les relations entre les groupes à travers ce que l'on peut définir comme la « polonisation agraire ». La réforme foncière deviendra l'un des vecteurs d'une vaste stratégie d'homogénéisation ethno-culturelle qui, en 1937, finira par être un pilier de la politique officielle du gouvernement lequel se propose, entre autres, de gagner à sa cause la « minorité slave – sous-entendu les paysans ukrainiens – à travers l'assimilation des masses » [Buell 1939 : 276 ; Conte 1995 : 71]. Il est donc du devoir de la réforme de redistribuer la terre selon la « préférence nationale ». Les bénéficiaires de la susdite loi de 1920 sont surtout des Polonais (paysans, colons, vétérans de guerre) qui récupèrent la terre de leurs propres « compatriotes », ou plutôt latifundistes.
- 30 D'après l'Encyclopedia of Ukraine, en Galicie orientale (ou, si l'on préfère, en Ukraine occidentale), sur 460 000 hectares assignés, seuls 27 000 furent répartis entre agriculteurs d'origine ukrainienne. Ce sont alors 94 % de la terre à partager qui sont alloués suivant le principe de la préférence nationale, bien que la région en question héberge en majorité une population rurale ethniquement considérée comme non polonaise [Conte 1995 : 70]. Les données issues des sources ukrainiennes citées doivent être revues à la baisse ; elles témoignent pourtant d'une certaine tendance à répartir la terre en faveur des Polonais, et ce, au détriment des membres d'autres groupes ethniques.
- 31 Pour toutes ces raisons la réforme agraire fut perçue par les cultivateurs ukrainiens comme un acte arbitraire de « colonisation ». À quoi il faut ajouter l'amertume vis-à-vis des politiques d'assimilation et d'exclusion qui restreignaient progressivement l'enseignement bilingue et l'accès à l'emploi dans la fonction publique à ceux que l'on classait dans l'ethnie ukrainienne. Bien entendu, intégrée aux autres mesures déjà évoquées, la réforme agraire contribua de façon notable à attiser les oppositions nationalistes et à exacerber les antagonismes interethniques. Raison pour laquelle, dans les vingt années de l'entre-deux-guerres, les tensions entre groupes ethniques

s'intensifièrent après que la polonisation « territoriale » lancée par la réforme agraire et la polonisation « culturelle » prônée par d'autres dispositions gouvernementales eussent incité les paysans ukrainiens à riposter en employant des formes de résistance tantôt pacifiques tantôt violentes.

- 32 Dans cette atmosphère d'hostilité croissante, le mouvement coopératif joua un rôle de premier plan pour organiser l'opposition, surtout l'opposition non violente. Les masses rurales ukrainiennes se pressèrent autour des associations coopératives qui, en Galicie, passèrent de 580 en 1921 à 4 000 en 1939, réunissant quelque 700 000 adhérents [Subtelny 1994 : 71]. Le programme de ces associations rurales ne s'attacha pas aux seules activités socio-économiques « classiques », telles l'amélioration des compétences professionnelles des agriculteurs ou l'édification de réseaux commerciaux pour la vente des produits, alternative à ceux que monopolisaient et manipulaient des intermédiaires le plus souvent polonais ou juifs, mais visa aussi à propager et préserver, parmi ses membres, la culture et les traditions nationales. C'est ainsi que les coopératives, groupements créés en principe pour promouvoir la solidarité horizontale des paysans les plus indigents, se transformèrent bientôt en organismes à caractère ethnique au sein desquels on encourageait et gérait le discours sur l'identité nationale ukrainienne.
- 33 Parallèlement à ces formes de résistance à la polonisation territoriale et culturelle, des groupes de paysans ukrainiens s'unissaient et optaient pour la lutte armée. Au cours de l'été 1930, on commença à assister à de véritables actions de guérilla rurale. Des actes de sabotage mirent à feu et à sang des résidences d'aristocrates, des demeures villageoises et des récoltes appartenant aux Polonais exécrés. La réplique du gouvernement ne se fit pas attendre et la cavalerie exerça une dure répression dans quelque 800 villages à majorité ukrainienne et dont on suspectait les habitants d'être auteurs ou plus ou moins complices des violences [Conte 1995 : 72].
- 34 La réaction des Ukrainiens fut, elle aussi, foudroyante : une série d'attentats et d'assassinats perpétrés par l'Organisation des nationalistes ukrainiens (OUN) d'obédience fasciste secoua la région et fut suivie à son tour d'une réponse du gouvernement plus féroce encore. Les communes ukrainiennes furent placées sous tutelle et soumises à une administration directe. En outre, en 1930, on révoqua les accords internationaux de 1919 qui garantissaient la protection des minorités, tandis qu'en 1934, à Bereza Kartuska, on ouvrit, sur le conseil direct et « compétent » de Joseph Goebbels, un camp de concentration dans lequel furent relégués 2 000 opposants politiques, pour la plupart d'origine ukrainienne [ibid. : 72]. En 1938, après une période de calme empreinte de tensions, l'exécutif de Varsovie augmenta la pression sur les paysans ukrainiens des territoires orientaux. Avec le soutien du Vatican, le gouvernement polonais décida de détruire et de réquisitionner en faveur de l'Église catholique un certain nombre de lieux de culte orthodoxes situés juste aux « confins ethniques » intérieurs, entre des régions à dominante polonaise et d'autres habitées par une majorité d'Ukrainiens. Dans le même temps, environ 10 000 personnes de religion orthodoxe furent contraintes de se convertir tandis que le slavon et le russe furent interdits en tant que langues liturgiques [ibid. : 72]. À la polonisation « territoriale » réalisée en partie grâce à la réforme agraire – outre la polonisation « culturelle » – vient s'ajouter la polonisation « religieuse ».
- 35 Cependant, dans les campagnes, les relations interethniques continuent à se détériorer. Aux formes violentes de résistance des paysans ukrainiens, les colons polonais – surtout les jeunes – répondent par la formation de groupes d'autodéfense locaux et de bandes irrégulières qui mettent sens dessus dessous les villages à majorité orthodoxe. Le début

de la Seconde Guerre mondiale interrompra cette spirale d'hostilité interethnique, en introduisant une autre bien plus tragique. Toutefois la chute de la république polonaise et l'arrivée des troupes allemandes et soviétiques n'inquiéteront pas les paysans ukrainiens.

- 36 Au contraire, nombre d'entre eux accueilleront les envahisseurs et surtout la Wehrmacht avec les traditionnels cadeaux de bienvenue : le pain et le sel [Conte et Giordano *op. cit.* : 19]. Les traumatisantes mutations géopolitiques intervenues durant le conflit mondial et lors des premières années qui suivirent la fin de ce conflit ont fait que ne se reproduira pas le *statu quo ante* ; elles ont néanmoins été perçues par la population des territoires orientaux de la Pologne plus comme une forme de continuité que comme une rupture avec le passé et par conséquent avec la réforme agraire d'avant-guerre [Conte 2001].

Roumanie

- 37 La Roumanie est sans aucun doute le pays d'Europe centrale et orientale qui, depuis qu'elle s'est véritablement affranchie de la domination ottomane (1859), a expérimenté le plus grand nombre de réformes agraires, dont certaines, au moins sur le papier, sont considérées comme les plus avancées du point de vue de l'effet modernisateur qu'on en attendait [Roberts 1969]. La première de ces actions réformatrices remonte à la période immédiatement consécutive à l'union des deux principautés qui composeront jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale le dit Vieux Royaume et concerne l'expropriation de la propriété ecclésiastique. Il s'agit d'une « loi de sécularisation » des terres appartenant en grande partie à des monastères depuis le Moyen Âge, quelques-uns situés à l'extérieur (Lieux saints, mont Athos, Sinai).
- 38 Ces propriétés foncières représentaient environ un quart des terres du pays qui furent nationalisées en décembre 1863. Mihail Kogălniceanu, Premier ministre de l'époque et grand partisan de réformes qu'il considérait comme essentielles, visait pourtant un projet plus vaste qui portait sur deux points, à savoir l'abolition de la corvée et l'introduction de la petite propriété privée. Dans un pays dominé par les latifundia et les boyards, la loi de réforme agraire que Kogălniceanu souhaitait provoqua un scandale et ne put être promulguée en août 1864 qu'après un âpre conflit politique qui déboucha sur un changement constitutionnel. Entrée en vigueur en 1865, elle affranchissait les paysans de leurs corvées et 500 000 familles purent s'approprier plus de 2 millions des hectares qu'elles cultivaient déjà [Castellan *op. cit.* : 43]. Les boyards conservèrent cependant un tiers des terres, les meilleures [Roberts *op. cit.* : 11], et se virent généreusement indemnisés par l'État que les nouveaux petits propriétaires remboursaient en trente-cinq annuités.
- 39 Les effets de la réforme agraire s'annulèrent rapidement, et ce pour les raisons suivantes : premièrement trop peu de terres étaient attribuées à un trop grand nombre de demandeurs, même si beaucoup de paysans étaient exclus de la distribution et continuaient à travailler en semi-servage dans les latifundia des boyards ; deuxièmement la croissance démographique engendra, dans les campagnes, une surpopulation dévastatrice ; troisièmement, les pratiques héréditaires fondées sur la division en parts égales pulvérisèrent gravement la propriété [Castellan *op. cit.* : 44 ; Mitrany 1930 : 11 sq. ; Roberts *op. cit.* : 11 sq.]. En la circonstance, les propriétaires se virent victimes d'un processus d'endettement rapide et croissant qui les obligea, vu les carences du système bancaire de l'époque, à solliciter des crédits aux intérêts exorbitants auprès des boyards, des grands fermiers ou des usuriers. Une autre stratégie consistait à restituer les terres aux anciens patrons et/ou à retourner travailler dans les latifundia à des

conditions presque équivalentes à celles d'autrefois. En tout cas les auteurs s'accordent à dire qu'en quelques décennies seulement, des conditions de néo-servage s'étaient instaurées et que, vers 1905, en Roumanie, entre la grande et la petite propriété, la disparité dépassait celle des autres États européens, la Russie comprise [Creangă 1914 ; Mitrany op. cit. : 63 sq. ; Roberts op. cit. : 6]. David Mitrany résume, à juste titre, que la société et l'économie des campagnes roumaines au début du xx^e siècle étaient un mélange particulier de servage féodal et de capitalisme [op. cit. : 80].

- 40 Il ne faut donc pas s'étonner du mécontentement paysan chronique qui s'exprimait par des soulèvements périodiques avec un apogée lors de la révolte de 1907. Celle-ci, à deux doigts de tourner en une véritable révolution à l'échelle nationale, peut, eu égard à son effet traumatisant sur la maison régnante et sur les élites du pays, être considérée comme ce qui a motivé la nouvelle réforme agraire annoncée par le roi Ferdinand dans un discours célèbre adressé aux troupes roumaines en pleine Première Guerre mondiale en avril 1917, et promulguée entre 1918 et 1921 [Roberts op. cit. : 23 sq.].
- 41 Cette seconde réforme agraire se proposait, elle aussi, comme on l'a d'ailleurs vu pour la Pologne, de résoudre en premier lieu le plus gros problème social, c'est-à-dire le vieux problème de la terre [Castellan op. cit. : 77]. De fait, la loi prévoyait que la propriété foncière ne pouvait dépasser 100 hectares, les terres excédentaires dûment ôtées aux latifundistes avec compensation par l'État devant, contre remboursement, être redistribuées en lots de 5 à 8 hectares [ibid. : 77 ; Mitrany op. cit. : 136 sq.]. C'est ainsi que, dans le Vieux Royaume, 2,8 millions d'hectares passèrent des boyards aux paysans, ce qui correspondait à un tiers du territoire. Mais, après la Première Guerre mondiale, la carte géographique de la Roumanie changea profondément.
- 42 En effet, contrairement à la Hongrie qui, en termes de territoire, fut la grande perdante de la Première Guerre mondiale en Europe centrale et orientale, ce pays fut le grand vainqueur. En 1920, après le traité de Versailles, la Roumanie avait plus que doublé de surface et sa population s'était accrue de 70 %. Elle avait acquis la Transylvanie, le Banat, la Bucovine et la Bessarabie, régions très différentes du Vieux Royaume. Si ce dernier était une entité assez homogène, la nouvelle Grande Roumanie était en revanche un État hétéroclite, d'un point de vue tant socio-économique qu'ethnique. En Transylvanie, au Banat, en Bucovine et en Bessarabie, en raison de destinées historiques très disparates, il avait fini par se créer, même dans les campagnes, des structures et des rapports socio-économiques très divers ; en outre, c'est justement dans ces parties du pays que vivaient les grands groupes minoritaires. Si la Bucovine et la Bessarabie rassemblaient les Ukrainiens, appelés Ruthènes, la Transylvanie et le Banat étaient au contraire le siège des Magyars, des Allemands (Saxons et Souabes), des SZEKLER, des Serbes, etc.
- 43 Pour ce qui concerne la réforme agraire, cette remarquable diversité contraignit le gouvernement de Bucarest à prendre des mesures spécifiques pour chacune des régions. Dans ce cadre socio-économique, ethnique et législatif très complexe, les données officielles de 1921 disent qu'au total ce sont 6 millions d'hectares qui furent expropriés, dont 4 millions furent distribués à 1,4 million de paysans ; les 2 millions restants demeurèrent aux mains de l'État ou furent assignés aux communes [Castellan op. cit. : 78]. À première vue l'action réformatrice en impose et on pourrait attendre d'elle une forte impulsion modernisatrice, si ce n'est la solution à la « question de la terre » entendue comme « question sociale ». Mais tel ne fut pas le cas et l'agriculture, avant la Seconde Guerre mondiale, ne réussit jamais vraiment à décoller, et le niveau de vie dans les campagnes resta l'un des plus bas d'Europe [ibid. : 79]. Ce à quoi il faut ajouter, en se

fondant sur le recensement de 1930, que 6 700 latifundistes détenaient encore 24 % des terres alors que 2,5 millions de paysans pauvres n'en possédaient que 28 %. Parallèlement, même si la propriété moyenne tant désirée, considérée presque unanimement comme la base de stabilité et de développement socio-économique de la nation [Ancel 1926 : 178], avait augmenté sans l'ombre d'un doute, elle partait en fumée à cause de la surpopulation rurale qui, étant donné les pratiques d'héritage en vigueur, provoqua une parcellisation excessive du sol [Castellan op. cit. : 78 ; Roberts op. cit. : 53].

- 44 L'appréciation de la réforme par les politiques et les experts fut souvent sévère, à l'exemple de Ion Michalache, leader prestigieux du Parti national paysan, qui, dès 1922, déclarait :

The ruling class made only such concessions as were necessary to assure its own existence. The reforms have been a kind of safety valve [cité in Roberts op. cit. : 30].

- 45 Michalache ne fait jamais allusion au problème, quoique drastique, du rapport entre distribution de la terre et groupes ethniques, à l'instar d'ailleurs de presque tous les auteurs roumains. Malgré ces réticences, intentionnelles ou non, il est désormais acquis que la réforme agraire roumaine dans les régions gagnées après la Première Guerre mondiale, et particulièrement en Transylvanie, se révéla, comme le dit Mitrany, être une « branche épineuse » au sein de la question torturante des minorités dans la Grande Roumanie [op. cit. : 211]. Le simple fait d'avoir promulgué des lois régionales particulières fut interprété, surtout par les Hongrois de Transylvanie, comme un permis de discrimination des non-Roumains. De surcroît, un certain manque de définition dû à l'imprécision des textes législatifs, que l'on ne peut détailler ici, passa pour délibéré, donc visant à accomplir la réforme agraire sur le mode nationaliste [ibid. : 211].

- 46 En réalité, la loi incluait déjà des composantes qui, au moins dans le principe, tendaient à exclure les minorités des bénéfices éventuels de la réforme : les territoires acquis, principalement frontaliers, devaient être attribués en première instance aux anciens combattants et aux orphelins et veuves de guerre, qui, évidemment, relevaient à tous égards de la nation roumaine [Sterbling 1995 : 91 ; Teichova 1988 : 43 sq.]. Cette mesure ouvrait définitivement la porte à une « colonisation » de la Transylvanie, révélant nombre d'analogies avec ce qui s'est passé dans les territoires orientaux de Pologne. En réalité on voulait confier à des citoyens loyaux la terre proche d'une frontière « chaude » et controversée [Sterbling op. cit. : 91].

- 47 Pour certains politiciens roumains, tel Octavian Goga, la réforme agraire doit être considérée comme l'instrument le plus puissant de la « roumanisation » de la Transylvanie [Mitrany op. cit. : 181]. De façon presque simultanée, sans dissimuler ses sympathies pour la colonisation, le géographe français Jacques Ancel parle littéralement de reconquête agraire de la Transylvanie par les paysans roumains [1926 : 178]. La réforme agraire des régions acquises par le Vieux Royaume, mais cela concerne surtout la Transylvanie, implique en définitive, si l'on suit l'avis d'un historien aussi reconnu que Hugh Seton-Watson, une « roumanisation territoriale » qui trouve son pendant dans beaucoup d'autres pays d'Europe centrale et orientale, et également en Pologne [1986 : 79].

- 48 Il convient toutefois d'apporter ici quelques précisions. Le processus de roumanisation territoriale fut la réponse à la colonisation agraire commencée à la fin du siècle et poursuivie jusqu'à la Première Guerre mondiale par le gouvernement hongrois. De fait, ce dernier institua un fonds spécial de 3 millions de forints dans le but d'intégrer des paysans de nationalité hongroise aux districts de Transylvanie dans lesquels vivait un

nombre considérable de non-Magyars [Mitrany op. cit. : 214]. Il en résulta que, en 1911, le fonds avait acquis des propriétés pour 7 autres millions de forints [ibid. : 215]. En outre, dans le cadre de la parcellisation et de la privatisation des biens fonciers domaniaux en Transylvanie, on privilégia les colons d'origine hongroise que l'on avait éventuellement fait affluer d'autres régions. Les paysans roumains, habitants de cette zone, étaient, à l'inverse, pratiquement exclus de la distribution de ces terres [ibid. : 215]. Mitrany souligne que cette politique de colonisation d'inspiration ethnique a fait naître un sentiment de revanche dans la population roumaine de Transylvanie, que celle-ci prendra en quelque sorte grâce à la réforme agraire [ibid. : 215].

- 49 Dans ce cas aussi, les analogies avec la Pologne sont légion. En Transylvanie la division des classes coïncidait pratiquement avec la division ethnonationale [ibid. : 214]. Il n'est donc pas très surprenant que la réforme agraire, après la Première Guerre mondiale, ait avantagé la population roumaine, paysanne pour une large part, tandis qu'elle défavorisait la population magyare, vu que les Hongrois représentaient toujours la quasi-totalité des latifundistes de Transylvanie qui auraient dû être expropriés, abstraction faite de leur nationalité.
- 50 On ne peut nier cependant que la réforme agraire a été conduite avec une plus grande rigueur dans cette région que dans le Vieux Royaume : les grands propriétaires hongrois furent plus touchés que les boyards roumains. Néanmoins, nombre d'ouvriers agricoles et de minifundistes d'origine magyare n'eurent pas l'occasion, malgré la parité garantie par la loi, de voir la réforme appliquée avec impartialité. Le seul fait d'appartenir à la « nation ennemie », par conséquent de ne pas faire partie de la « nation titulaire », pouvait être à la base d'une discrimination dans la distribution de la terre [Seton-Watson op. cit. : 79]. Mitrany précise qu'en Transylvanie les autorités roumaines responsables de la mise en application de la réforme agraire exproprièrent beaucoup de petits propriétaires hongrois sous prétexte qu'à l'emplacement de leur propriété il aurait dû y avoir une église ou une école [op. cit. : 217]. Même si en Transylvanie on ne peut parler de véritable persécution ethnique envers les groupes minoritaires [ibid. : 218 sq.], il est indéniable que la réforme agraire incarne un nationalisme en quête d'un idéal de roumanisation « territoriale » et « culturelle » dans toute la région [ibid. : 175 sq.].
- 51 La population magyare, mais aussi la population saxonne, réagirent ouvertement contre ce projet et, par la voix de leurs porte-parole, ne laissèrent pas de dénoncer les pratiques obscures et assurément corrompues qui présidaient à l'expropriation et à la distribution de la terre, mises en œuvre dans l'intention de changer la composition ethnique de cette zone-frontière cruciale [Connert 1928]. La réforme agraire de la Grande Roumanie après la Première Guerre mondiale, qui aurait dû moderniser les campagnes en réduisant l'écart entre ce pays et ceux d'Europe occidentale, échoua, en partie du moins, pour des raisons économiques. Elle devint la pomme de discorde entre les diverses nationalités et empoisonna des relations interethniques problématiques depuis des siècles, du fait d'intérêts antagonistes entre grands propriétaires en majorité hongrois et paysans en majorité roumains. Bien qu'elle n'ait généré ni situation de quasi-guerre civile ni projets de « nettoyage ethnique » déclarés, cette réforme agraire finit par exaspérer le nationalisme de chaque groupe ethnique, contribuant de façon notable à creuser un fossé aujourd'hui encore bien visible.

Yougoslavie

- 52 Avec la fin de la seconde guerre balkanique en 1913 prenait fin la présence pluriséculaire de l'empire ottoman en Europe. Seul un petit territoire, qui constitue aujourd'hui la Turquie européenne, resta aux mains d'Istanbul.
- 53 La Serbie et le Monténégro, incorporés après la Première Guerre mondiale au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, qui, à son tour, prendra en 1929 le nom de Royaume de Yougoslavie, investirent une bonne partie des régions « libérées », c'est-à-dire la Macédoine septentrionale et le Kosovo.
- 54 Mais l'héritage ottoman se révéla plein de pièges. En premier lieu la Serbie et le Monténégro se virent confrontés à un système social et économique archaïque dérivé de la décomposition du patrimonialisme impérial d'origine reposant sur l'institution du timâr. En tant que souverain absolu et possesseur unique de la terre, le sultan chargeait les chefs militaires d'encaisser le tribut et de recruter des soldats et, en échange de ces prestations à caractère bureaucratique, il leur concédait des terres assignées de façon non héréditaire, appelées timâr. Au sein de ce dernier se trouvait le tchiftlik, à savoir ces terrains et immeubles que le « timariote » pouvait exploiter directement pour les besoins de sa famille. Entre les XVI^e et XVIII^e siècles, avec l'affaiblissement progressif du pouvoir central, les chefs militaires s'emparèrent de possessions inaliénables appartenant à des paysans et de plus en plus souvent s'approprièrent à titre héréditaire des terres faisant partie du timâr. Même si nombre de tchiftlik demeurent de dimension modeste et ne deviendront jamais des latifundia, on assiste à une expansion notable de leur superficie et à une privatisation de fait. Les réformes du XIX^e siècle, contrastant avec la loi coranique, fourniront par la suite une base légale à cette situation ambiguë et le terme tchiftlik deviendra de cette manière synonyme de propriété privée.
- 55 La Serbie et le Monténégro et, plus tard, la Yougoslavie, afin de moderniser et de rapprocher ces pays de modèles plus européens, se heurtent à la liquidation de ce système semi-patrimonialiste unanimement considéré comme inique et totalement dépassé. Au lendemain de la Première Guerre mondiale, rien ne semblait plus évident que la nécessité de promouvoir une réforme agraire pour résoudre ce problème. Telle était aussi l'opinion d'illustres experts étrangers qui, à l'instar d'AnceI, connaissaient la région pour s'être trouvés sur place durant la Première Guerre mondiale [1930 : 1]. Aux dires de tous ces occidentaux, parmi lesquels il y avait non seulement des savants mais aussi des voyageurs et des diplomates, le tchiftlik était d'une part perçu comme l'emblème d'une très mauvaise administration et d'une faible productivité économique et, d'autre part, comme le gardien fidèle d'un système agraire fondé sur des rapports sociaux de semi-servage qui impliquaient pour les paysans le paiement de tributs exorbitants à défaut de prestations de services arbitraires et scélérates [Schultze-Jena 1927 : 50 sq.].
- 56 Les recherches actuelles ont réexaminé cette institution et sont arrivées à des conclusions nuancées [Adanir 1979] ; à l'époque, au contraire, le tchiftlik représentait une forme d'insulte à la civilisation. C'est justement dans cet état d'esprit que fut lancée la réforme agraire dans une zone, la Macédoine septentrionale et le Kosovo, dont la situation économique était pour le moins désastreuse, non pas tant à cause des tchiftlik que d'un demi-siècle d'instabilité politique émaillée de rébellions et de guerres. Le paysage de ces deux régions était donc marqué par l'abandon massif des terres et par l'insécurité généralisée d'un territoire infesté de milices irrégulières à mi-chemin entre la lutte armée de libération et le vulgaire brigandage.

- 57 Vue dans son ensemble, la réforme agraire yougoslave consiste en une série très complexe de mesures reposant sur la colonisation. Il faut dire que, tout de suite après la fin de la seconde guerre des Balkans, on assista à un flux migratoire, non négligeable et plus ou moins forcé, vers la Turquie et, éventuellement, vers l'Albanie. Il s'agissait d'abord de propriétaires de tchiftlik d'origine turque ou albanaise qui, sentant venir les changements du régime foncier, quittaient le pays. En 1913-1914 déjà, des autochtones d'origine slave s'empressèrent d'occuper les terres abandonnées, soit de façon spontanée, soit après les avoir achetées à bas prix [Roux 1992 : 191]. De leur côté, les gouvernements de Serbie et du Monténégro se chargèrent immédiatement de contrôler ce mouvement et, en février 1914, le Monténégro édicta une loi sur le peuplement des régions tout juste libérées, qui prévoyait de confier à l'État toutes les terres abandonnées ainsi que celles pour lesquelles on ne pouvait justifier d'un quelconque titre de propriété.
- 58 Cette loi peut être considérée comme le prologue de la réforme agraire pure et simple dont la promulgation, entre ajouts et amendements divers, s'étendit sur un laps de temps étonnamment long allant de 1919 à 1934. Comme on le voit à partir de ces données très sommaires, l'effort du gouvernement yougoslave pour moderniser l'agriculture de ces deux régions périphériques et économiquement arriérées ne fut pas insignifiant. Le pilier de cette opération de réforme complexe fut sans aucun doute le décret du 24 septembre 1920 qui régula la colonisation des nouvelles régions méridionales. Par colonisation on entendait la cession de terres aux paysans de la part de l'État. Ce projet visait deux objectifs principaux :
- 59 1. la distribution de terres aux couches les plus pauvres de la population rurale autochtone par le biais de la subdivision des tchiftlik ;
- 60 2. l'implantation, sur les propriétés abandonnées et sur celles que l'on avait prises aux domaines et aux communes, d'agriculteurs venant d'autres régions de Yougoslavie [Ancel 1930 : 58 sq.].
- 61 Les parcelles ainsi assignées allaient de 4 à 5 hectares selon la taille de la cellule familiale. Aux yeux des promoteurs de la réforme, cette quantité de terre devait suffire à garantir l'existence d'une famille entière. Mais la qualité des terrains sur une large part du territoire macédonien et kosovar étant très médiocre, la superficie des terres distribuées se révéla rapidement insuffisante [ibid. : 60]. Ce seul fait renseigne sur la manière superficielle, chaotique et incohérente dont a été réalisée la première phase de la réforme. En outre on manquait surtout d'une infrastructure conséquente. Le gouvernement yougoslave s'efforça de remédier à l'échec de cette opération en prenant des mesures comme la construction de routes, de canaux et d'habitations rurales, le drainage de zones marécageuses, la lutte contre la malaria, la formation d'agriculteurs, la promotion de coopératives [Roux Op. Cit. : 192]. Pour compléter le processus de réforme, de nouvelles dispositions gouvernementales élaborées entre 1931 et 1934 et concernant la colonisation prévoyaient l'entrée massive en Macédoine et au Kosovo d'agriculteurs d'autres régions du pays [ibid. : 93].
- 62 De nombreux experts des questions rurales d'Europe occidentale furent, à l'époque, vraiment impressionnés par ces réalisations perçues comme porteuses d'une bienfaisante modernité. Dans son livre consacré à la colonisation en Macédoine, Ancel n'hésitait pas à exalter la réforme agraire yougoslave en parlant des prodiges opérés dans la Vieille Serbie et au Kosovo [1930 : 2].

- 63 Toutefois cette réforme n'était pas, comme le croyaient, émerveillés, les observateurs étrangers de l'époque, qu'une stratégie de développement socio-économique. On sait aujourd'hui qu'à l'action modernisatrice se greffait un projet d'homogénéisation ethnique lié à des politiques ouvertement nationalistes adoptées, surtout par la Serbie, dès la deuxième moitié du XIX^e siècle. En effet, en 1878, ce pays avait réussi à expulser les Albanais du bassin de la Haute-Morava, territoire qui leur avait été attribué lors du Congrès de Berlin [Roux *op. cit.* : 187]. Par la suite, Nikola Pašić, Premier ministre serbe de 1890 à 1918, fit sienne l'idée de « désalbaniser » et de « reslavisier » le sud de ce qui sera la future Yougoslavie. Il pensait pouvoir réaliser ce projet en une vingtaine d'années [ibid. : 187].
- 64 Ce plan fut repris par la réforme agraire yougoslave après la Première Guerre mondiale, qui, comme nous l'avons mentionné, concernait exclusivement les régions méridionales du nouvel État, c'est-à-dire un territoire comprenant, de façon notoire, de vastes zones à majorité albanaise. De nos jours, influencée par des idéaux de multiculturalisme, pareille proposition peut sembler monstrueuse. Mais à l'époque, les projets d'homogénéisation ethnique sous forme de colonisation, ou plutôt de migrations plus ou moins forcées, étaient des stratégies considérées, même en Europe occidentale, tout à fait acceptables, pour ne pas dire souhaitables, en vue d'accroître, comme dans le cas spécifique des Balkans, la stabilité politique d'une région. La « normalité » d'une telle procédure de *unmixing* que l'on peut qualifier de postimpériale a été parfaitement mise en lumière par Rogers Brubaker [1996 : 10 et 148-178]. Encouragés par le soutien de la communauté internationale et fermement convaincus de leur droit historique à leur propre nation, sans parler du caractère récent de l'implantation des Albanais en Macédoine et au Kosovo, les Serbes et Monténégrins ne doutaient aucunement du bien-fondé de la révision de la composition ethnique de ces deux régions.
- 65 Parce qu'ils avaient collaboré pendant des siècles avec le pouvoir ottoman, assumant assez souvent des charges importantes dans l'administration de l'État, les Albanais faisaient figure d'envahisseurs ou d'occupants. De plus, en raison de leur appartenance à l'islam et parce que leur identité nationale ne s'était manifestée que tardivement – encore que, au début du siècle, elle n'avait obtenu de la part des pays voisins et de la communauté internationale qu'une vague reconnaissance –, ils étaient presque automatiquement assimilés aux Turcs. Une même foi et une réelle similitude de comportement quotidien, dans la vie publique, ont donné lieu à des équivoques qui furent aisément utilisées par les politiques nationalistes dont le dessein était de modifier la composition ethnique des régions méridionales. La Macédoine et le Kosovo, ce dernier passant pour le berceau de la nation serbe, ne devaient donc pas seulement être libérés de la domination ottomane mais aussi de la scandaleuse et encombrante présence de populations étrangères, non slaves.
- 66 Il ne s'agissait pas tant de moderniser ce que l'on peut appeler le « Midi » de la Yougoslavie que de renforcer « l'élément national » en re-slavisant ces deux régions [Roux *op. cit.* : 191]. La liquidation des *tchiftlik* n'était ainsi pas seulement une stratégie visant à abolir une forme de semi-patrimonialisme archaïque, inique et totalement dégénéré, mais servait en même temps de prétexte pour ôter la terre à une classe de propriétaires jugée « étrangère » en vertu de critères ethniques. La prééminence de la logique « ethnique » sur la logique « sociale » inhérente à la suppression des *tchiftlik* se vérifie tout particulièrement dans le fait que ceux-ci, bien que généralement de petite dimension en Macédoine et au Kosovo, par conséquent difficilement assimilables à la

grande propriété soumise à la redistribution, aient été malgré tout expropriés pour la raison simple mais non avouée que leurs propriétaires n'étaient pas d'origine slave [ibid. : 194].

- 67 Le propriétaire du tchiftlik dans le Midi de la Yougoslavie, comme l'observe Ancel, n'était pas, juste avant la réforme agraire, le riche *beg* (seigneur) absentéiste vivant à Istanbul et se bornant à encaisser une certaine rente foncière en nature [1930 : 60]. Il ne s'agissait pas d'un *Rentenkapitalist* à la mentalité « parasite » [Bobek 1962] mais plutôt d'un moyen agriculteur d'origine albanaise qui cultivait la terre avec ses domestiques [Ancel 1930 : 60 ; Roux op. cit. : 194].
- 68 En fait, sur les 6 973 tchiftlik recensés par les autorités préposées à la réforme agraire, seuls 37 faisaient plus de 500 hectares, 75 % de l'ensemble moins de 50 hectares et la moitié de ce pourcentage ne dépassait pas les 20 hectares [ibid. : 194]. Malgré cette réalité, qui nous fait penser à la présence d'une classe moyenne rurale *in statu nascendi*, idéal de tant de réformes agraires, les tchiftlik furent déclarés sans distinction biens de l'État – laissant toutefois un quota de 5 à 15 hectares aux anciens propriétaires – et furent par la suite attribués gratuitement aux fermiers de « souche » slave [ibid. : 194].
- 69 Le projet « ethnique » de « (re)slavisation » des terres albanaises dans les régions méridionales, mais surtout au Kosovo, se reflète de façon plus nette encore dans la politique de colonisation. Et spécialement dans le prétendu « berceau de la nation serbe », elle fut de grande envergure et riche de significations symboliques. Il était question de reconstituer le supposé noyau primordial slave en implantant des immigrants provenant d'autres parties de Yougoslavie. Plus de 100 000 hectares, c'est-à-dire plus d'un quart de la surface cultivable du Kosovo, furent répartis, selon les sources, entre 12 000 et 14 000 familles [ibid. : 195]. Pour montrer l'ampleur de l'opération, notons que 60 000 autres hectares furent distribués à 14 000 familles de bénéficiaires locaux.
- 70 Conformément à l'idéologie « yougoslaviste » dominante et propagée par le célèbre géographe Jovan Cvijič, partisan convaincu d'une fusion ethnonationale au cours de l'histoire entre les Slaves du Sud [1918], les nouveaux arrivants provenaient de régions éparses du pays : 76,4 %, à savoir l'immense majorité, arrivaient du Monténégro et de Serbie, 11 % de Bosnie et d'Herzégovine, 1,2 % de Voïvodine et 4,4 % de Croatie [Roux op. cit. : 196]. Parce que les autorités voulaient éviter que ne se dispersent les immigrants, on les installa dans des aires de colonisation bien définies qui excluaient les Albanais. Si ces derniers possédaient des terres dans ces zones, ils étaient tout d'abord expropriés puis dédommages par des surfaces de très mauvaise qualité et éloignées des centres habités, ou par des indemnités financières insuffisantes [ibid. : 195]. On vit ainsi se profiler une véritable stratégie de ségrégation ethnique. Mais ce ne furent pas là les seules discriminations que les Albanais de cette région durent subir avec la colonisation agraire. Dans la Metohija, partie occidentale du Kosovo adossée à l'actuelle frontière avec l'Albanie, les paysans d'origine non slave ne se virent accorder que 0,4 hectare de terre cultivable par personne. Et dans le même temps les tribunaux agraires donnaient rarement suite aux recours [ibid. : 195].
- 71 Cet effort d'appropriation ethnique du territoire se révéla vain tout comme échoua, au moins en partie, le projet politique de moule nationaliste qu'impliquait de façon non formulée la réforme agraire yougoslave. Une des raisons fondamentales de ce fiasco au Kosovo fut certainement la question démographique liée au caractère prolifique de la classe paysanne, en particulier celle d'origine albanaise. Ce phénomène associé à l'arrivée

des colons auxquels venaient s'ajouter les maigres possibilités d'émigration qui s'offraient à l'époque firent que, dans la région, on parvint à un état de surpopulation rurale. Et ce qui rendit cette situation encore plus pesante fut la chute des prix des produits agricoles sur le plan national et international, qui signifia un revenu moindre pour les paysans. Rien de surprenant alors si dans les années trente les relations interethniques se dégradèrent de manière préoccupante, faisant naître entre Slaves et Albanais des tensions qui culminèrent dans une atmosphère de violence constellée d'incidents et d'abus [ibid. : 199].

72 Ce crescendo des contrastes interethniques fut interprété par les élites politiques et intellectuelles comme la preuve de l'inconsistance politique de la réforme agraire, et il apparut nécessaire de prendre des mesures plus énergiques pour contrer l'expansion de la présence albanaise dans le « berceau de la nation serbe ». C'est à cette époque que naquirent et proliférèrent les projets plus articulés de « transfert » des Albanais, lequel, en substance, correspond à l'actuel « nettoyage » ou « purification ethnique » [Grmek, Gjidara et Šimac, eds. op. cit.].

73 Le plus grand partisan de cette nouvelle politique qui aurait dû renforcer l'œuvre de (re)slavisation du Kosovo, entreprise mais non accomplie par la réforme agraire, fut certainement Vasa Čubrilović, représentant éminent de l'intelligentsia serbe, professeur à la faculté de lettres de l'Université de Belgrade, et ministre de nombreux gouvernements dans la Yougoslavie titiste de l'après-guerre [ibid. : 149 sq.]. C'est lui qui, dans sa célèbre conférence « L'expulsion des Albanais » tenue le 7 mars 1937 au Cercle culturel serbe de Belgrade, montra le rapport entre la faillite ethnopolitique de la réforme agraire, donc d'une certaine manière de la colonisation, et la nécessité de transfert des Albanais [Gasparini 1999 : 1 sq.]. Il est intéressant de rapporter à la lettre près la conclusion de ce texte désormais considéré comme « sacré » par les « techniciens » du « nettoyage ethnique » dans l'ex-Yougoslavie :

Compte tenu de tout ce qui vient d'être dit, ce n'est pas par hasard que, dans l'analyse de la colonisation du Sud, nous partons de la conception selon laquelle le seul moyen efficace pour résoudre ce problème, c'est le transfert massif des Albanais. La colonisation graduelle n'a pas eu de succès chez nous, pas plus que dans les autres pays. Lorsque le pouvoir d'État désire intervenir, dans l'intérêt de son propre élément, dans la lutte pour la terre, il ne [...] peut réussir que s'il agit brutalement. Sinon, l'autochtone installé sur sa terre natale et qui [...] est acclimaté est toujours plus fort que le colon. Dans notre cas, il faut d'autant plus en tenir compte que nous avons affaire à une race rude, bien implantée, résistante et féconde, dont feu Cvijić disait qu'elle est la plus expansive dans les Balkans. De 1870 à 1914, l'Allemagne a dépensé des milliards de marks pour coloniser graduellement ses territoires de l'Est, en achetant des terres aux Polonais, mais la fécondité des mères polonaises a eu le dessus sur l'organisation et l'argent allemands [cité par Grmek, Gjidara et Šimac, eds. op. cit. : 184].

74 Ce programme quelque peu drastique, comme d'ailleurs ceux, semblables, nés d'autres politiques et intellectuels serbes, resteront lettre morte en raison de l'imminence des guerres qui conduiront, au printemps 1941, au premier démembrement de la Yougoslavie et à l'annexion de la Macédoine orientale et d'une bonne partie du Kosovo à la Grande Albanie sous contrôle italien. Dès ce moment, la tendance s'inversera à cause de la politique d'assimilation et d'expulsion visant les Slaves et plus particulièrement ces colons que l'on avait implantés depuis les années vingt. Avec la constitution de la seconde Yougoslavie, celle du Maréchal Tito, on restaure les frontières d'avant-guerre, mais la question albanaise restera gelée jusqu'au début des années quatre-vingt, quand, au

Kosovo, reprendront de fortes tensions interethniques qu'il faut considérer comme le prologue de la tragédie actuelle.

- 75 C'est précisément dans ces quinze-dix-huit dernières années que l'idée du transfert des Albanais, apparue entre les deux guerres mondiales à la suite de la réforme agraire, s'impose sur la scène balkanique, apportant haine et mort. On ne peut conclure en disant que la réforme agraire yougoslave fut une action de nettoyage ethnique avant la lettre mais elle fut certainement un facteur important de l'escalade des tensions ethniques dans les régions méridionales et particulièrement au Kosovo. C'est pourquoi on peut l'interpréter sans l'ombre d'un doute comme un « antécédent historique » essentiel aux conflits de cette fin de millénaire après le second démembrement de la Yougoslavie.

Quelques notes théoriques

- 76 L'étude de ces trois cas nous indique en premier lieu comment les réformes agraires mises en œuvre entre les deux guerres mondiales en Pologne, en Roumanie et en Yougoslavie, et entendues comme instruments législatifs aptes à résoudre la question sociale et, par la même occasion, la question agraire, ont été réalisées essentiellement dans l'intention de nationaliser le territoire de régions ethniquement complexes depuis des siècles en tentant de les transformer en un espace monoethnique. Elles furent donc très utiles aux nationalismes exacerbés et opposés qui s'affrontaient dans l'Europe centrale et orientale de l'époque. Les trois processus examinés générèrent, au moins en partie, les conditions sociopolitiques nécessaires au développement de discours ethniques fortement antagonistes et amorcèrent parallèlement des procédures d'« autoethnisation » et d'« hétéroethnisation ». Jusqu'alors, ces phénomènes s'étaient manifestés de manière moins articulée et plus salubre, même s'il serait erroné de croire que, avant les réformes, les relations entre les divers groupes ne connaissaient ni frictions ni contradictions. Même si au quotidien elle n'était vécue et perçue que de façon embryonnaire, l'« altérité » posait déjà de nombreux problèmes de convivialité entre les différentes communautés.
- 77 Autour des nouvelles modalités d'accès à la terre, ressource d'importance vitale à l'époque, se cristallise une atmosphère toujours plus lourde de tensions interethniques dans les trois cas décrits, évoluant en une spirale d'actes réciproques de violence, tant physique que symbolique. Dans les territoires orientaux de Pologne tout spécialement, ce climat conflictuel prend l'intensité d'une guerre civile *in statu nascendi*. Les réformes agraires, avec leurs stratégies d'inclusion et d'exclusion, contribuent en définitive à construire ou à amplifier les différences ethniques et les frontières entre « nous » et « eux », auxquelles on se heurte couramment aujourd'hui encore dans lesdites régions. En l'occurrence, la redistribution de la terre selon des critères ethniques s'avère être un « antécédent historique » important qui, à travers les strates de la mémoire collective, s'insinue dans la gestion des rapports interethniques actuels. Il ne faut donc pas s'étonner si les lois sur la distribution et la colonisation d'un bien aussi fondamental que la terre, gérées comme on l'a décrit, ont provoqué des traumatismes collectifs profonds, qui, à plusieurs générations de distance, dans des zones à vocation encore très agricole, consolident et perpétuent des sentiments de suspicion, de peur, de méfiance et de haine.
- 78 L'étude des potentialités de tensions, voire de conflits, dans une perspective historico-anthropologique qui tend à dépasser l'instantanéité et la mécanique de l'approche à caractère structural et fonctionnel, ne peut donc faire abstraction de l'analyse « dramatologique » du « flux des événements », à savoir du cycle conjoncturel réparti sur la « longue durée ». Il s'agit donc de reconstruire ce que Marshall Sahlins a appelé la «

structure of conjuncture », ce qui revient à dire comment, en partant de certains événements historiques, peut-être peu significatifs à première vue, mais d'importance cruciale en dernière analyse, il se produit des mutations si dramatiques qu'elles se répercutent jusqu'aujourd'hui sur les représentations collectives de chacune des communautés et sur les relations sociales entre les individus et les groupes [1981].

- 79 À ce stade se pose aussi la question de savoir comment le socialisme, en tant que régime politique qui pendant quelque cinquante ans domina en Pologne, en Roumanie et en Yougoslavie, fit face à la polarisation ethnique héritée de l'époque d'avant-guerre et en partie imputable aux réformes agraires. Il faut souligner qu'il serait ennuyeux de vouloir chercher une « méthode » uniforme et cohérente utilisée par tous les régimes de la sphère soviétique pour résoudre la question nationale proprement dite. Chaque régime développa ses propres stratégies, très différentes les unes des autres, du fait même de la divergence de leurs trames historiques. On ne peut donc prétendre extrapoler les potentialités de conflit actuelles en partant des composantes présumées d'un ordre socialiste abstrait et monolithique qui n'existait que dans l'esprit des soviétologues occidentaux et dans l'idéologie des fonctionnaires du Parti. La situation en Pologne, en Roumanie et en Yougoslavie nous montre au contraire que, selon les cas, le socialisme a adopté trois « politiques » :
- 80 • Celle de la « séparation » où, après la révision d'après-guerre des frontières, après un échange forcé de populations et, par la suite, une partielle homogénéisation ethnique du territoire, on a créé délibérément, entre deux pays indépendants mais appartenant au même système politique, une frontière quasi infranchissable, qui demeure, y compris après la chute de l'empire soviétique, une barrière remarquable et désormais surtout psychologique. Ce fut le cas de la frontière entre l'Union soviétique et la Pologne et de celle actuellement entre la Pologne et l'Ukraine.
- 81 • Celle de l'« amplification » de la confrontation entre majorité et minorité. C'est le cas de la Roumanie de Ceaucescu qui, dans son national-communisme spécifique, a tenté vainement, au moyen de mesures répressives, d'« oblitérer » les groupes minoritaires de Transylvanie et du Banat, en particulier le groupe magyar. Durant la période socialiste, les tensions interethniques se sont exacerbées mais on n'est jamais parvenu à des situations de conflit ouvert parce que ces mesures répressives ont été ressenties pour ce qu'elles étaient, à savoir davantage l'expression d'une politique personnelle du tyranique conducator que le résultat de la volonté collective de la nation titulaire.
- 82 • Celle de la « promotion » d'une stratégie contradictoire et opportuniste de reconnaissance institutionnelle des diversités ethniques. C'est le cas de la Yougoslavie de Tito qui a joué en permanence et de façon ambiguë sur la différence de statut entre « nations » et « nationalités ». En vertu d'un fédéralisme de pure forme doublé d'une architecture institutionnelle volontairement inerte qui finit par mécontenter tous les groupes ethniques, les problèmes et obsessions d'avant-guerre dus (mais pas seulement) à la réforme agraire se sont maintenus et même accentués à mesure que l'on passait du présocialisme au postsocialisme.
- 83 Pour « gérer » la diversité ethnique, le socialisme choisit, selon l'optique actuelle, des stratégies inadaptées, profondément douloureuses et souvent volontairement anti-productives. Les tensions, les fractures et les conflits préexistants ont été ainsi sinon amplifiés du moins ajournés.

84 Parmi les facteurs qui déterminent les actuelles potentialités de conflit, on trouve, dans les trois cas traités ici, des processus, tels ceux mis en œuvre par les réformes agraires, qui, d'un point de vue temporel, se situent en amont du socialisme. Le socialisme n'a jamais représenté de véritable rupture avec le passé même si on aurait vraiment tort de le considérer comme un unique « congélateur » de l'histoire. C'est pour cette raison également qu'il est important de procéder à l'analyse de la « structure of conjuncture », dans une perspective de « longue durée », si on veut comprendre la « logique » de l'escalade inattendue mais prévisible des contentieux ethniques en Europe centrale et orientale ces dernières années.

85

86 *Traduit de l'italien par Éva Kempinski.*

BIBLIOGRAPHIE

Adanir, F. — 1979, *Die makedonische Frage. Ihre Entstehung und Entwicklung bis 1908*. Wiesbaden, Steiner Verlag.

Altermatt, U. — 1996, *Das Fanal von Sarajevo. Ethnonationalismus in Europa*. Zürich, Verlag NZZ.

Ancel, J. — 1926, *Peuples et nations des Balkans*. Paris, Armand Colin. — 1930, *La Macédoine, son évolution contemporaine*. Paris, Delagrave.

Bauman, Z. — 1996, *Moderne und Ambivalenz. Das Ende der Eindeutigkeit*. Frankfurt/M., Fischer Taschenbuch Verlag.

Bobek, H. — 1962, « The main stages in socio-economic evolution from a geographical point of view », in P.L. Wagner et M.W. Mikesell, eds., *Readings in cultural geography*. Chicago, University of Chicago Press.

Braudel, F. — 1977, « Geschichte und Sozialwissenschaften. Die "longue durée" », in C. Honegger ed., *Schrift und Materie der Geschichte. Vorschläge zur systematischen Aneignung historischer Prozesse*. Frankfurt/M., Suhrkamp : 47-85.

Brubaker, R. — 1996, *Nationalism reframed. Nationhood and the national question in the new Europe*. Cambridge, Cambridge University Press.

Buell, R.L. — 1939, *Poland. Key to Europe*. New York, Alfred A. Knopf.

Castellan, G. — 1994, *Histoire de la Roumanie*. Paris, PUF.

Chałasinski, J. — 1938, *Młode pokolenie chłopów. Procesy i zagadnienia kształtowania się warstwy chłopskiej w Polsce*. 4 vol. Varsovie, Państwowy Instytut Kultury Wsi.

Connert, F. — 1928, « Zur Frage der Agrarreform in Siebenbürgen », *Nation und Staat* I (4) : 262 sq.

Conte, É. — 1995, « Terre et "pureté ethnique" aux confins polono-ukrainiens », in É. Conte et C. Giordano, eds., *Paysans au-delà du mur (Études rurales 138-140)* : 53-85. — 2001, « Was the peasantry of the Zamojszczyzna a creation of socialism ? Ethnic cleansing and land reform in Southeastern

- Poland », in M. Buchowski, É. Conte et C. Nagengast, eds., *Poland beyond communism. « Transition » in critical perspective*. Fribourg, University Press Fribourg (Suisse) : 93-123.
- Conte, É. et C. Giordano** — 1995, « Sentiers de la ruralité perdue », in É. Conte et C. Giordano, eds., *Paysans au-delà du mur* : 11-33.
- Creangă, G.D.** — 1914, *Grundbesitzverteilung und Bauernfrage in Rumänien*. Berlin.
- Cvijić, J.** — 1918, *La péninsule balkanique*. Paris, Armand Colin.
- Dore, R.P.** — 1965, « Land reforms and Japan's economic development », *Developing economies* III (4) (special issue) : 487-496.
- Engels, F.** — 1977, « Die Bauernfrage in Frankreich und Deutschland », in K. Marx et F. Engels, *Werke* XXII. Berlin, Dietz Verlag : 483-505.
- Gałąj, D.** — 1974, « The Polish peasant movement in politics : 1895-1969 », in H.A. Landsberger ed., *Rural protest. Peasant movements and social change*. Londres et Basingstoke, Macmillan : 316-347.
- Gasparini, A.** — 1999, « Presentation », *Towards a new Balkan order (ISIG magazine 3)*. Gorizia, Institute of international sociology : 1-2.
- Giordano, C.** — 1988, « Agrargesellschaft im sozialistischen System », *Schweizerische Zeitschrift für Soziologie* 2 : 177-198.
- Grmek, M., M. Gjidara et N. Šimac, eds.** — 1993, *Le nettoyage ethnique. Documents sur une idéologie serbe*. Paris, Fayard.
- Hitchins, K.** — 1994, *Rumania, 1866-1947*. Oxford, Clarendon Press.
- Kende, P.** — 1992, « Comment gérer le problème des minorités en Europe centrale et orientale », in *L'Europe centrale et orientale. Conflits, incertitudes et restructurations*. Paris, La Documentation française : 13 sq.
- Lifszyc, J.** — 1928, *Die Agrarfrage in Polen*. Lodz, W. Schweitzer.
- Mirkovitch, B.** — 1934, *La Yougoslavie politique et économique*. Paris, Pierre Bossuet.
- Mitrany, D.** — 1930, *Land and peasant in Rumania*. New York, Greenwood Press/Gale University Press.
- Pierré-Caps, S.** — 1995, *La multination. L'avenir des minorités en Europe centrale et orientale*. Paris, Odile Jacob.
- Roberts, H.L.** — 1969, *Rumania. Political problems of an agrarian State*. New Haven, Archon Books/Yale University Press.
- Roux, M.** — 1992, *Les Albanais en Yougoslavie. Minorité nationale, territoire et développement*. Paris, MSH.
- Sahlins, M.** — 1981, *Historical metaphors and mythical realities*. Ann Arbor, The University of Michigan Press.
- Schultze-Jena, L.** — 1927, *Makedonien. Landschafts- und Kulturbilder*. Iena, Fischer.
- Sering, M.** — 1930, *Die agrarischen Umwälzungen im ausserrussischen Osteuropa : Sammelwerk*. Berlin et Leipzig, Walter de Gruyter.
- Seton-Watson, H.** — 1986, *Eastern Europe between the wars 1918-1941*. Boulder et Londres, Westview Press.
- Sterbling, A.** — 1995, « À qui appartient la terre transylvaine ? », in É. Conte et C. Giordano, eds., *Paysans au-delà du mur* : 87-101.

Subtelny, O. — 1994, *Ukraine. A history*. Toronto, University of Toronto Press/Canadian Institute of Ukrainian Studies.

Sundhaussen, H. — 1997, « Nation und nationalstaat auf dem Balkan. Konzepte, Konsequenzen im 19. und 20. Jahrhundert », in J. Elvert ed., *Der Balkan. Eine europäische Krisenregion in Geschichte und Gegenwart*. Stuttgart, Franz Steiner Verlag.

Teichova, A. — 1988, *Kleinstaat im Spannungsfeld der Grossmächte. Wirtschaft und Politik in Mittel- und Südosteuropa in der Zwischenkriegszeit*. Vienne, Verlag für Geschichte und Politik.

Warriner, D. — 1969, *Land reform in principle and practices*. Oxford, Clarendon Press.

Weber, M. — 1988, « Der Nationalstaat und die Volkswirtschaftspolitik », in M. Weber, *Gesammelte politische Schriften*. Tübingen, JCB Mohr Paul Siebeck : 1-25.

RÉSUMÉS

Les réformes agraires sont des instruments juridiques qui se proposent de résoudre la « question agraire ». En Europe centrale et orientale, régions à vocation agricole par excellence, elles ont servi à « nationaliser », ou plutôt à rendre ethniquement plus homogène, le territoire d'un État. Analysant les caractéristiques fondamentales de ces réformes en Pologne, en Roumanie et en Yougoslavie, entre les deux guerres, l'auteur montre comment, dans ces pays, la distribution de la terre a été effectuée en privilégiant ceux qui appartiennent à la « nation titulaire » et en discriminant systématiquement les minorités ethniques. Au lieu de résoudre la question agraire, elle a provoqué des tensions interethniques qui, dans certains cas, ont pris le caractère de quasi-guerre civile.

Land reform and ethnic conflict in Central and Eastern Europe. – Land reform is a legal means for settling the “agrarian question”. In central and eastern Europe, where farming is a major occupation, such reforms have served to “nationalize” – ethnically homogenize – the nation's land. This analysis of such reforms in Poland, Romania and Yugoslavia during the period between the two world wars shows how land was distributed there in favor of those who were part of the “landholding nation” while systematically discriminating against ethnic minorities. Instead of settling the agrarian question, these reforms fueled conflict between ethnic groups to the point, in certain cases, of a quasi civil war.

AUTEUR

CHRISTIAN GIORDANO

Université de Fribourg, Suisse.